

Affaire Michel Ikamba contre l'État béninois, bientôt des déballages



Le Point

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ANALYSES ET D'INVESTIGATIONS N°0447 du Mercredi 12 Mars 2025 Prix 500 F

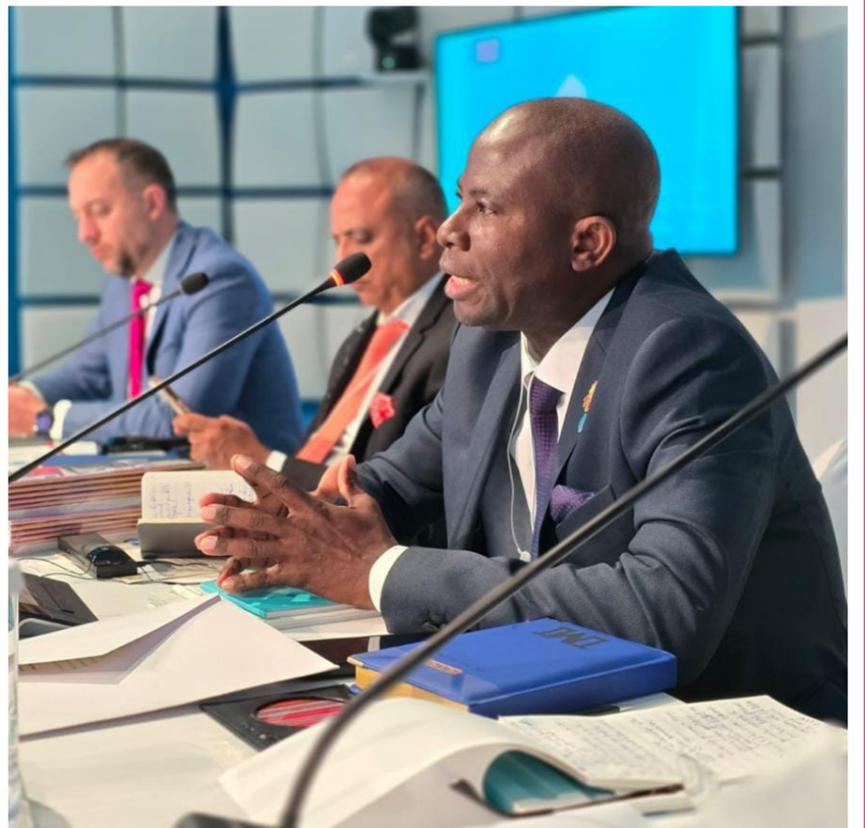
Sommet mondial des gouvernements à Dubaï

Pages 3-4

Satisfait de la participation du CAFRAD, Dr Assouvi exprime sa reconnaissance aux autorités émiriennes

Le Directeur général du CAFRAD, accompagné d'une forte délégation ministérielle représentant les pays africains mobilisés pour cet événement d'envergure mondiale. Une rencontre des sommités mondiales pour définir l'avenir de l'humanité. Dans un monde turbulent, incertain et dangereux marqué par les concurrences stratégiques, la course effrénée vers les technologies, l'intelligence artificielle générative, les robots humanoïdes, les risques géopolitiques, les inégalités de plus en plus croissantes entre les peuples et au sein des Etats, les conflits asy-

métriques, la guerre commerciale, économique et informationnelle, la marchandisation du vivant, le mépris du droit, le dilemme éthique, le Sommet mondial des gouvernements vient comme une lueur d'espoir vers un système international qui cherche à retrouver les valeurs humaines, comme un cadre universel de construction d'un monde plus humain. Le Sommet mondial des Gouvernements est un rendez-vous annuel incontournable qui réunit d'éminents dirigeants, décideurs politiques et experts de renommée internationale afin de relever les défis mondiaux les plus pressants.



Centre Africain de Formation et de Recherche administratives pour le Développement (CAFRAD) Pages 5 & 8

Dr Dieudonné Assouvi dirige la 2eme plus grande organisation panafricaine après l'UA



Économie

Page 10

Les 5 plus grande puissance en Afrique

Sommet mondial des gouvernements à Dubaï

Satisfait de la participation du CAFRAD, Dr Assouvi exprime sa reconnaissance aux autorités éminiriennes

Le Directeur général du CAFRAD, accompagné d'une forte délégation ministérielle représentant les pays africains mobilisés pour cet événement d'envergure mondiale. Une rencontre des sommités mondiales pour définir l'avenir de l'humanité. Dans un monde turbulent, incertain et dangereux marqué par les concurrences stratégiques, la course effrénée vers les technologies, l'intelligence artificielle générative, les robots humanoïdes, les risques géopolitiques, les inégalités de plus en plus croissantes entre les peuples et au sein des États, les conflits asymétriques, la guerre commerciale, économique et informationnelle, la marchandisation du vivant, le mépris du droit, le dilemme éthique, le Sommet mondial des gouvernements vient comme une lueur d'espoir vers un système international qui cherche à retrouver les valeurs humaines, comme un cadre universel de construction d'un monde plus humain.

Le Sommet mondial des Gouvernements est un rendez-vous annuel incontournable qui réunit d'éminents dirigeants, décideurs politiques et experts de renommée internationale afin de relever les défis mondiaux les plus pressants. Depuis sa création, le Sommet est devenu une plateforme mondiale clé, favorisant la collaboration internationale, en réunissant les gouvernements et le secteur privé pour transformer le paysage mondial. Le WGS a abordé six thèmes principaux à travers 15 forums mondiaux, ainsi que plus de 110 dialogues et sessions interactives. Plus de 200 intervenants de renom, incluant des présidents, ministres et visionnaires, ont partagé leurs idées lors de 23 réunions ministérielles et sessions exécutives, auxquels ont participé plus de 300 ministres. Sous le thème «Façonner les gouvernements de demain», le sommet a réuni une brillante sélection d'orateurs pour explorer les tendances et les change-



ments mondiaux à venir, ainsi que les moyens de favoriser la collaboration à l'échelle régionale et mondiale. Les sessions plénières ont été marquées par la participation active des chefs d'État et de gouvernement, des délégations gouvernementales, des représentants d'organisations et d'institutions internationales et régionales, ainsi que celle de leaders d'opinion, d'experts et d'universitaires de renom. Une participation africaine inédite. Depuis le premier Sommet mondial des gouvernements tenu à Dubaï en 2013, l'Afrique y prend part chaque année depuis lors. Mais la participation de l'Afrique à la 12^{ème} édition, tenue du 11 au 14 février 2025, est inédite. En effet, le nombre de délégués ministériels a fortement augmenté sous le leadership du Directeur général du CAFRAD, chef de délégation, soit une dizaine de Ministres africains contrairement à la tradition en la matière. Deux tables rondes pour la délégation africaine : construire une Afrique résiliente. Le CAFRAD a pris part à deux tables rondes régionales organisées le 12 février 2025, sous le thème «Gouvernance efficace et résilience face aux crises». Ces discussions ont été marquées par une partici-

pation active et précieuse des pays, qui ont partagé leurs expériences nationales sur des sujets clés tels que les bonnes pratiques, la technologie et l'innovation, la création des conditions pour un développement durable, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles pour façonner les gouvernements de demain, des gouvernements résilients face aux crises. Ainsi, les expériences de pays tels que Cuba, le Chili, l'Espagne, la Namibie, les Philippines, les États-Unis, le Costa Rica, le Kazakhstan, Madagascar, le Sénégal, l'Égypte, l'île Maurice et bien d'autres ont été partagées lors de ces deux tables rondes, pour n'en citer que quelques-uns. Le Directeur général du CAFRAD expose sa vision pour une Afrique résiliente. Les tables rondes ont été la précieuse occasion pour le Directeur général du CAFRAD, Dr. Coffi Dieudonné ASSOVI, de présenter la perspective régionale africaine de la thématique. La multiplication de catastrophes naturelles et la montée de leur probabilité d'occurrence, la répétition des crises de tous genres (économiques, financières, politiques, sociales, environnementales, climatiques, alimentaires, démocratiques et sécuritaires) ainsi que les bouleversements géopolitiques, les conflits asymétriques et l'interdépendance accumulée, du fait de la mondialisation, ont mis au premier plan le facteur de la résilience. L'anthropocène décrit l'homme prédateur de l'environnement, sa mère nourricière. En effet, il ne s'agit plus d'évaluer le risque ou de l'anticiper, donc sa probabilité d'occurrence s'est accumulée, mais surtout de limiter les dégâts et d'assurer la reprise après le désastre. Aucun État ne peut, aujourd'hui, face aux calamités, se poser de question sur la probabilité de son exposition aux risques, ces derniers sont tellement nombreux et fréquents que la chance d'y échapper dans un monde globalisé devient quasi nulle. Les crises globales telles la pandémie du Covid-19 ont démontré leur létalité et la rapidité de leur extension même si l'Afrique a été plus ou moins résiliente face à celle-ci. Les catastrophes les plus courantes en Afrique sont les inondations et les sécheresses, en grande partie dues au changement climatique. Le phénomène El Niño de 2023/2024 a eu des impacts

et sécuritaires) ainsi que les bouleversements géopolitiques, les conflits asymétriques et l'interdépendance accumulée, du fait de la mondialisation, ont mis au premier plan le facteur de la résilience. L'anthropocène décrit l'homme prédateur de l'environnement, sa mère nourricière. En effet, il ne s'agit plus d'évaluer le risque ou de l'anticiper, donc sa probabilité d'occurrence s'est accumulée, mais surtout de limiter les dégâts et d'assurer la reprise après le désastre. Aucun État ne peut, aujourd'hui, face aux calamités, se poser de question sur la probabilité de son exposition aux risques, ces derniers sont tellement nombreux et fréquents que la chance d'y échapper dans un monde globalisé devient quasi nulle. Les crises globales telles la pandémie du Covid-19 ont démontré leur létalité et la rapidité de leur extension même si l'Afrique a été plus ou moins résiliente face à celle-ci. Les catastrophes les plus courantes en Afrique sont les inondations et les sécheresses, en grande partie dues au changement climatique. Le phénomène El Niño de 2023/2024 a eu des impacts

(Suite en page 4)



Sommet mondial des gouvernements à Dubaï

Satisfait de la participation du CAFRAD, Dr Assouvi exprime sa reconnaissance aux autorités émiriennes

(Suite de la page 3)

particulièrement graves, notamment en Afrique australe et orientale. Selon l'OCHA, six pays ont déclaré l'état d'urgence en raison de sécheresses sévères liées à El Niño, dont le Botswana, le Lesotho, la Namibie, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe en août 2024. Une Afrique résiliente est celle qui a la capacité à surmonter des chocs et stress négatifs, à s'adapter et à apprendre à vivre avec des changements et des incertitudes. Il s'agit de la « capacité à résister, à récupérer ou à s'adapter aux conséquences d'un choc ou d'un changement ». La résilience est une approche à long terme qui met l'accent sur la capacité à rebondir mais aussi à intégrer l'adaptation et la transformation lorsqu'un changement se produit. Selon Dr. Coffi Dieudonné ASSOVI, Directeur général du CAFRAD, pour construire une Afrique résiliente, il faut aller au-delà des instruments locaux, nationaux, régionaux et internationaux qui existent et qui

d'ailleurs présentent de nombreuses insuffisances pour préparer une vraie réponse aux fléaux qui impactent l'Afrique déjà fragile. La promotion d'une gouvernance consensuelle et efficace, un gouvernement ouvert, une démocratie participative est essentielle au développement de la résilience étatique. Il urge de construire une Afrique résiliente face aux crises multiformes et protéiformes qui affectent le monde et l'Afrique. Pour ce faire, il exhorte les gouvernements africains et l'Union africaine (UA) à accorder une priorité majeure à la gouvernance des risques en Afrique en adoptant des stratégies robustes de réduction des risques de catastrophe, comme indiqué dans le Cadre de Sendai 2015-2030. En octobre 2024, environ 32 pays d'Afrique subsaharienne ont des stratégies nationales, mais certaines doivent être mises à jour. Aussi, le Directeur général du CAFRAD préconise : i) une approche de gestion globale, holistique, systématique et intégrée des risques et des crises ; ii) l'in-



vestissement approprié dans la réduction des risques de catastrophe, sans lequel il est impossible d'atteindre les ODD, iii) la prévention des crises à travers un système fonctionnel et efficace d'alerte précoce ; iv) la construction des villes intelligentes comme l'exige l'ODD 11 (villes et communautés durables) ; v) l'augmentation des pouvoirs d'achat des populations ; vi) la sensibilisation, l'information et la formation des parties prenantes ; vii) l'utilisation des technologies de l'information et de communication au service de la gestion des risques et des crises ; viii) l'implication de toutes les parties prenantes, la société civile, le secteur privé, les femmes, les jeunes, dans le processus de gestion des risques... En tout état de cause, il invite les Etats africains, les Communautés économiques régionales et l'Union africaine à développer une approche africaine de management des risques géopolitiques, cybernétiques, naturelles, humains, technologiques, biologiques, bactériologiques ; étant entendu que le postmoderne est celui des risques diffus, de la volatilité, de l'incertitude, de la complexité, de l'ambiguïté et des paradoxes et à agir préventivement sur les aléas et les vulnérabilités des populations. Il a saisi cette opportunité pour présenter sa vision

du CAFRAD rénové et la feuille de route ambitieuse qu'il a élaborée pour les années à venir. Il découle des programmes d'activités que le CAFRAD intervient à quatre (4) niveaux dans la construction d'une Afrique résiliente : i) la formation et le développement des compétences des décideurs et des autres parties prenantes ; ii) l'élaboration et l'évaluation des politiques, des plans et programmes de préparation aux catastrophes et aux interventions d'urgence, et des outils comme les plans de contingence, le système de prévision et d'alerte rapide multirisques et multisectoriels axé sur les populations (en octobre 2024, seuls 45 % des pays africains disposent de systèmes d'alerte précoce, et même dans ces cas, la définition de « l'alerte précoce » varie et certains systèmes peuvent inclure la technologie et les données nécessaires à l'alerte précoce mais manquer de mécanismes de communication efficaces et d'action communautaire), la cartographie des risques et les mesures d'atténuation, les « profils de risque » pour prédire les futures catastrophes, le « Making Cities Resilient Scorecard », qui aide les communautés locales à évaluer leur préparation aux catastrophes et à identifier les domaines à améliorer, comme la gouvernance, les

budgets et l'adéquation des infrastructures, etc ; iii) la conduite des études sur la vulnérabilité, la fragilité, la gestion des crises, la gouvernance globale des risques ; iv) le benchmarking, les meilleures pratiques et les pratiques innovantes ainsi que les mauvaises pratiques et les erreurs d'autres pays ; et iv) l'accompagnement post-crisis. Les deux tables rondes ont été grandement enrichies par des discussions précieuses et des contributions pertinentes, qui inspireront des changements positifs à l'échelle mondiale et contribueront à façonner un avenir meilleur pour les générations futures. Ainsi, l'accent a été mis sur la résilience et la réduction des risques de catastrophe, qui englobent la préparation, la prévention et le renforcement de la résilience à long terme face aux risques futurs. À la suite de ces échanges, le Directeur général du CAFRAD a tenu des sessions d'échanges bilatérales avec les différents représentants des États membres ainsi qu'avec certains partenaires que le Centre latino-américain pour l'Administration et le Développement (CLAD). Il a aussi tenu la séance de débriefing avec le Représentant du Sommet mondial des gouvernements, Dr. Guido, pour un suivi post-sommet pouvant déboucher sur un partenariat stratégique durable entre le CAFRAD et les Emirats arabes unis. Sur un autre registre, le Sommet a rendu public environ 25 rapports stratégiques, portant sur les pratiques et les tendances cruciales dans des secteurs clés. Ces rapports seront les fruits des forums, des réunions ministérielles et des sessions de partage des connaissances. La participation de la délégation ministérielle africaine au Sommet mondial des gouvernements été un succès. Le Directeur général du CAFRAD, très satisfait, tient à exprimer sa profonde gratitude aux plus Hautes Autorités émiriennes.

François DJANDJO



Centre Africain de Formation et de Recherche administratives pour le Développement (CAFRAD)

Dr Dieudonné Assouvi dirige la 2^{ème} plus grande organisation panafricaine après l'UA

Profil de l'Organisation : CAFRAD : Centre africain de Formation et de Recherche administratives pour le Développement- Organisation intergouvernementale panafricaine. Dr. Coffi Dieudonné ASSOVI, un cadre béninois talentueux investi de l'autorité continentale, un leader transformationnel et adaptatif au service de la transformation de l'Afrique, le premier Béninois à diriger la deuxième Organisation panafricaine après l'Union africaine (UA) et dans toutes les instances, il honore son pays de façon éclatante. Zoom sur le profil académique et professionnel de ce haut fonctionnaire béninois ayant à son actif une longue, riche et variée expérience dans les affaires mondiales et régionales ainsi que dans les questions de gouvernance et d'inclusion sociale. Après l'élaboration des documents programmatiques, la réorganisation de la Direction générale, les séries de formations en ligne, les missions officielles à Dubaï, en Guinée et au Gabon et la mise en place de certains partenariats stratégiques clés, le nouveau Directeur général du CAFRAD, en l'espace de six (6) mois, vient de réaliser une autre prouesse en organisant une activité présentielle d'envergure internationale. CAFRAD, pionnier de la transformation de l'Afrique, école de formations des leaders africains. Le CAFRAD est, à la fois, une école panafricaine de formation et d'application en administration publique, en diplomatie, en management, en gouvernance, en sécurité globale et en développement durable, et un Centre de recherche sur les questions africaines et internationales dans une perspective multidisciplinaire, interdisciplinaire et transdisciplinaire. Il est la principale organisation de service public qui fait progresser l'art, la science, l'enseignement et la pratique de l'administration publique et des organisations à but lucratif et non lucratif. Créé en novembre 1962, bien avant même la naissance de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en mai 1963, le CAFRAD est la deuxième Organisation africaine après l'Union africaine, en termes



de nombre de pays membres, soit 45 Etats africains membres, premier Centre de résolution des problèmes administratifs de développement ainsi que de construction, de réinvention, de modernisation et d'amélioration continue des systèmes d'administration et de gouvernance sur le continent. Le CAFRAD est d'abord et avant tout un Centre africain de Recherche en Management du Développement (CARMAD), ce vocable englobe : i) Administration publique d'Etat et les institutions publiques; ii) collectivités territoriales (aspect décentralisation), iii) secteur parapublic et iv) entreprises privées. Les objectifs et contenu de recherche CAFRAD ou FUTUR CARMAD sont formulés et ciblés d'une manière plus intégrée et cohérente. L'orientation nouvelle du CAFRAD est une action-résolution des programmes du Management du Développement. Une Organisation importante, très indispensable qui mérite l'attention de tous les dirigeants africains CAFRAD, transformer les administrations publiques et privées africaines pour le bien-être des citoyens et des peuples, CAFRAD, centre d'excellence leader, une école d'application, de production des idées innovantes, des

connaissances actionnables, de développement des compétences et des talents au service de la solution des problèmes de développement des pays africains, Au CAFRAD, nous faisons chaque jour un peu plus pour la modernisation et l'amélioration continues des systèmes d'administration et de gouvernance en Afrique, Au CAFRAD, nous contribuons à la construction des bases de développement durable et inclusif des pays africains, Le CAFRAD, deuxième Organisation africaine après l'Union africaine, premier Centre de résolution des problèmes administratifs de développement ainsi que de construction, de réinvention, de modernisation et d'amélioration continue des systèmes d'administration et de gouvernance sur le continent. Qui sommes-nous?1.Le CAFRAD est la deuxième Organisation africaine après l'Union africaine, le premier Centre dédié à la construction, à la réinvention (reconstruction des services publics en zone de conflit, de fragilité, d'insécurité ou de post-conflit), de modernisation et d'amélioration continue des systèmes d'administration, de management et de gouvernance ainsi qu'à la valorisation des résultats (pratiques

innovantes) de la recherche en administration comparée en vue de la résolution des problèmes de développement de l'Afrique.2. Le CAFRAD est le premier Centre africain destiné à assurer l'harmonisation (servir d'un cadre commun de la formation dans les ENA d'Afrique) et l'africanisation (creuset commun d'échange d'information, de partage d'expériences, de pratiques innovantes et d'expertise entre les acteurs provenant de divers systèmes d'administration) et de la formation des cadres supérieurs de la haute administration publique, des leaders et constructeurs de l'action publique de demain.3. Le CAFRAD, un Centre d'excellence leader, une école d'application, de production des idées innovantes, des connaissances actionnables, de développement des compétences et des talents au service de la solution des problèmes de développement des pays africains.4. Le CAFRAD est le premier Centre africain en charge de la promotion de la coopération scientifique sud-sud et de l'intégration régionale en Afrique.5. Le CAFRAD est une Organisation intergouvernementale à caractère scientifique, culturel et technique, chargée du service public de la formation et de la recherche et de soutenir les transformations de l'action publique et l'innovation publique. Statut juridique: Organisation intergouvernementale panafricaine à caractère scientifique, technique et culturel, et spécialisée. Le CAFRAD est une organisation internationale publique, dédiée au service public de la formation et de la recherche pour les Etats membres. Même le volet Consultation (volet commercial) n'est prévu que pour trouver des ressources additionnelles aux contributions des Etats membres qui restent et demeurent les principales ressources de toute organisation internationale. La nouvelle Direction générale s'engage à opérer des réformes dans le sens de commencer à mobiliser les ressources innovantes pour la réalisation des activités à valeur ajoutée. La mise en place du CAFRAD Group Consul-

ting est une solution à opérationnaliser le plus vite possible. Dates clés de l'histoire du CAFRAD:1961: SAMEJESTE HASSAN II, au cours d'un entretien avec M. ADISESHIAH, plus tard Directeur général adjoint de l'UNESCO, avait sollicité l'envoi d'une mission chargée de conseiller les autorités marocaines sur la création à Tanger d'un Centre régional de formation et de perfectionnement des cadres supérieurs africains, Date de création: 1962: Adoption de la Résolution n°12C/DR/99 du 22 novembre 1962 par la 12ème session de la Conférence générale de l'UNESCO portant «Création à Tanger d'un centre africain de Formation et de Recherche administratives pour le Développement» :- la soumission à l'UNESCO de l'initiative (projet de résolution) de SA MAJESTE LE ROI HASSAN II, ROI du Maroc que Dieu Lui fasse miséricorde, appuyé par dix autres pays (l'Algérie, le Cameroun, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Mali, l'Egypte, le Sénégal, le Soudan et la Tunisie),- la résolution, autorisant l'UNESCO à prêter son concours à l'établissement d'un Centre africain de Formation et de Recherche administratives pour le Développement (CAFRAD), comme instrument de la coopération interafricaine dans le développement de l'Administration publique sur le continent, a été adoptée à l'unanimité par la 12ème session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), 22 novembre 1962. 13 mai 1964: Signature par le Gouvernement marocain et l'UNESCO d'un accord-cadre qui prévoyait un financement de l'UNESCO jusqu'en 1974, et fixant également les conditions de création du Centre ainsi que les lignes générales de son organisation et de son fonctionnement;3-4 juillet 1964: Première réunion du Conseil d'Administration, adoption des objectifs du Centre et son organisation générale, marquant la création officielle du Centre;18 dé-

(Suite en page 8)

Centre Africain de Formation et de Recherche administratives pour le Développement (CAFRAD)

Dr Dieudonné Assouvi dirige la 2^{ème} plus grande organisation panafricaine après l'UA

(Suite de la page 5)

cembre 1967: Signature d'un accord multilatéral permanent signé par 11 pays membres
 Juillet 2024: Election du nouveau Directeur général, Dr. Coffi Dieudonné ASSOVI. 63 ans au service de l'innovation publique, de la construction, de la réinvention et de la modernisation de l'administration publique et privée en Afrique... Notre vision Le CAFRAD rénové au service de l'Etat capable en Afrique au service des Etats et des peuples Le CAFRAD rénové pour les transformations structurelles, systémiques, globales, digitales, intelligentes et durables des Administrations publiques et privées africaines. Une Afrique nouvelle indépendante, souveraine, unie dans la diversité de ses peuples, libre et prospère aura besoin d'une diplomatie très innovante, offensive, efficiente et performante qui s'inscrira dans un nouvel ordre multipolaire et pour apporter sa contribution de qualité Nos valeurs Authenticité, Humanisme, Engagement, Probité, Ouverture sur le monde. L'éthique et l'humain sont au cœur de l'action publique dans les Etats membres du CAFRAD : Au CAFRAD, nous mettons l'humain, l'éthique, l'équité, l'inclusion au service de l'action publique de demain. Les 4 priorités de mon mandat 2024-2028 : Priorité stratégique 1 : Programme de rénovation et d'amélioration de la gouvernance globale du CAFRAD et renforcement de ses relations avec les Etats membres et les partenaires Priorité stratégique 2: Formation des dirigeants pour façonner les gouvernements et la gouvernance du futur Soft skills (compétences douces, comportementales, interpersonnelles, relationnelles, psychologiques et cognitives) Qu'est-ce qu'un chef ? : la fabrique du leadership et l'exercice de l'autorité en contexte africain Changements transformationnels et développement des soft skills Gouvernement ouvert, gouvernance démocratique inclusive et bonne gouvernance publique. Éléments fondamentaux pour le bon fonctionnement des administrations publiques Leadership, gouvernance,

changement transformationnel et éthique de l'action et politiques publiques Management des Ressources humaines, conduite du changement transformationnel, apprentissage organisationnel et développement du capital humain Gestion des ressources humaines dans le secteur public : gestion des effectifs et de la carrière, évaluation, motivation, développement des compétences et de talents (GPEC), tableaux de bord, transfert intergénérationnel des connaissances Mobilisation des connaissances et le changement organisationnel Introduction à l'apprentissage organisationnel Apprentissage et le rendement organisationnel Gestion de l'incertitude, de l'urgence, des risques, des crises, des paradoxes et de la complexité (VICA)... Leadership, gouvernance, changement transformationnel et éthique de l'action et politiques publiques Priorité stratégique 3 : Digitalisation, transformations numériques, intelligence artificielle générative, connectivité intelligente et inclusion numérique Priorité stratégique 4 : Transformation globale et inclusion sociale. Principes d'action : 1. Décloisonnement des administrations 2. Porosité des secteurs public et privé 3. Complexité des enjeux de l'action publique 4. Faire les bonnes choses, les faire pour les bonnes raisons et de la bonne manière 6. « Moins d'Etat mais mieux d'Etat » 7. L'interaction entre la politique nationale, la politique régionale et la politique internationale 8. Principes du service public et de gouvernance multi-niveaux, multidimensionnelle et globale 9. Transversalité, intelligence collective, inter-institutionnalité et smart working. Finalités de nos actions : 1. Contribuer à édifier un Etat capable, développementaliste, moderne, manager, stratège, programmeur, planificateur, promoteur et protecteur en Afrique. Administration de gestion, Administration de mission, Administration de projet et de développement, efficace et crédible. 2. Réinventer et/ou construire une administration dématérialisée, performante, résiliente, flexible, intelligente, robuste au service du citoyen. 3. Assurer



une amélioration continue des systèmes d'administration et de gouvernance dans un environnement paisible, démocratique, uni et de prospérité partagée. 4. contribuer au développement durable et à l'intégration régionale africaine. 5. Renforcer la position de l'Afrique sur la scène mondiale et dans la gouvernance globale. 6. Construire une nouvelle Afrique adaptée au 21^{ème} siècle. 7. Développer une intelligence de la coopération sud-sud bénéfique pour toutes les parties. Les groupes cibles de nos actions : les décideurs et leurs collaborateurs de haut niveau, les acteurs décisionnels impactants : 1. Les détenteurs du pouvoir politique et législatif : Chefs d'Etat et de gouvernement, membres du gouvernement, cadres supérieurs de la présidence et du Secrétariat général du gouvernement, parlementaires, conseillers politiques dans les cabinets présidentiels et ministériels, élites politiques, chefs et ca-

dres des partis politiques et personnel de soutien politique. 2. Les détenteurs du pouvoir judiciaire et juridictionnel : Présidents des hautes juridictions financières, administratives, judiciaires et spéciales, magistrats dirigeants des juridictions inférieures, avocats autres acteurs de la justice d'importance institutionnelle. 3. Les acteurs des hautes juridictions à compétences spécifiques : dirigeants et cadres supérieurs des Cours constitutionnelles et des hautes Cours de justice ou Cours de Justice de la République. 4. Les détenteurs des pouvoirs spécifiques, constitutionnellement institués : dirigeants et cadres supérieurs des autorités administratives indépendantes (AAI) et institutions assimilées. 5. Les détenteurs de l'autorité administrative et technique : cadres supérieurs, équipe dirigeante des ministères, Ambassadeurs et hauts diplomates, des sociétés d'Etat, des agences gouvernementales, des sociétés

d'économie mixte, des groupements d'intérêt public, des groupements d'intérêt économique, des entreprises publiques et parapubliques, préfets, gouverneurs, directeurs et chefs de services départementaux, provinciaux et régionaux, sous-préfets et collaborateurs. 6. Les autorités continentales et cadres supérieurs des organisations régionales africaines : Union africaine, Communautés économiques régionales, banques multilatérales africaines, organisations spécifiques africaines. 7. Les managers territoriaux et les membres des gouvernements locaux : maires, élus régionaux, cadres supérieurs des collectivités territoriales décentralisées. 8. Le top management des entreprises privées : leaders, managers, entrepreneurs, start-uppeurs, innovateurs, investisseurs. 9. Les détenteurs de l'autorité scientifique : autorités ou équipe dirigeante des universités et écoles de formation en administration, en diplomatie, en management et en gouvernance. 10. Les chiens de garde de la démocratie et les acteurs de l'action sociale et solidaire : les dirigeants des organisations de la société civile et des organes de la presse et des médias, les lanceurs d'alerte, les chefs traditionnels et religieux, les objecteurs de conscience ou faiseurs d'opinion. 11. Les groupes prioritaires et à besoins spécifiques : femmes leaders, femmes managers, femmes entrepreneures, jeunes engagés, public... 12. Réseaux des experts et consultants en administration publique et en gouvernance. 13. Conquête du Marché mondial de la formation et de la recherche. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme. Le plan de suivi et d'évaluation met l'accent sur le suivi, l'évaluation et l'interprétation des résultats obtenus et des changements survenus, notamment dans les politiques publiques, et les relie aux interventions pour guider le suivi, l'élargissement et l'ajustement du programme. Évaluation des impacts des programmes de formation et de la performance globale du CAFRAD à travers des Indicateurs clés de performance (ICP ou KPI).